

Enquête complémentaire de Conjoncture - Spécial crise

Troisième trimestre 2014

Présentation de l'enquête

Depuis l'éclatement de la crise financière en 2007, la FFB Grand Paris a mis en place cette enquête complémentaire de conjoncture "Spécial Crise" dont l'objectif est de mesurer les difficultés économiques et financières rencontrées par les entreprises du Bâtiment en région Ile-de-France.

L'application de la LME dans le Bâtiment oblige les entreprises à financer l'écart entre les délais de paiement fournisseurs et clients. L'observatoire des délais de paiement de la FFB Grand Paris est opérationnel depuis le quatrième trimestre 2013.

Pour la suite du développement, on appelle :

- **Petites entreprises** : 1 à 49 salariés dans le Gros-Œuvre, 1 à 19 salariés dans les autres corps d'état.
- **Autres entreprises** : 50 salariés et plus dans le Gros-Œuvre, 20 salariés et plus dans les autres corps d'état.

Nous exprimons nos remerciements aux chefs d'entreprise qui ont répondu à cette enquête.

1- Part des entreprises rencontrant des difficultés de trésorerie

(en %)	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T12	53	60	56
4T12	52	54	52
1T13	54	52	54
2T13	56	44	51
3T13	50	39	46
4T13	49	53	51
1T14	49	46	48
2T14	48	61	53
3T14	59	55	57

Les difficultés de trésorerie des entreprises sont au plus haut depuis l'existence de l'enquête (fin 2008).

57% des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au troisième trimestre 2014, niveau supérieur de 11 points à la moyenne observée depuis fin 2008. Pour rappel, cette série a connu une rupture au deuxième trimestre 2012, période correspondant à l'entrée de la Zone Euro dans la crise des dettes souveraines. Ainsi, entre fin 2008 et le deuxième trimestre 2012, la moyenne de cette série s'établissait-elle à 42%. Depuis, cette dernière s'établit à 52%. Sur les deux dernières années, les entreprises du Bâtiment d'Ile-de-France ont fait face à une situation économique anormalement difficile.

Par taille d'entreprise, 59% des "petites entreprises" déclarent avoir rencontré des difficultés de trésorerie. C'est 11 points de plus qu'au trimestre précédent.

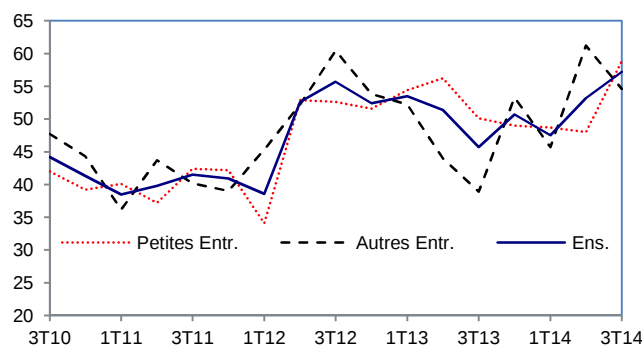
Le tableau en page suivante présente l'évolution des quatre principaux facteurs à l'origine des difficultés de trésorerie des entreprises.

Le **défaillance de paiement des clients** est toujours la principale cause (73% des réponses, -3 points par rapport au trimestre précédent) des difficultés de trésorerie rencontrées par les entreprises quelle que soit leur taille.

Le deuxième facteur explicatif est le **ralentissement de l'activité**. Il est cité par 65% des chefs d'entreprise qui rencontrent des difficultés de trésorerie (niveau stable par rapport au trimestre précédent). Parmi les "autres entreprises" rencontrant ces difficultés, 66% ont cité ce facteur. Ce taux est en augmentation de 10 points par rapport au trimestre précédent.

Après près de trois ans de baisse continue, l'enquête de conjoncture du troisième trimestre 2014 menée par la FFB Grand Paris montre que les prix sont attendus en baisse par 39% des sondés. **Les prix anormalement bas** liés à la concurrence déloyale constituent la troisième cause des difficultés de trésorerie (56% des réponses, niveau stable par rapport au trimestre précédent).

Parmi les chefs d'entreprises qui rencontrent des difficultés de trésorerie, 31% (-9 points) estiment qu'elles sont une des **conséquences de la loi LME et des délais de paiement clients trop longs**. L'observatoire des délais de paiement mis en place par la FFB Grand Paris permet d'estimer le délai de paiement fournisseurs moyen à 42 jours (38 pour les petites, 49 pour les autres) alors que le délai de paiement clients moyen atteint 63 jours.



Graphique 1 : Part des entreprises rencontrant des difficultés de trésorerie (en %)

→ Les quatre principales causes des difficultés de trésorerie

(en %)	Défaut de paiement d'un ou plusieurs clients			Ralentissement de l'activité			Prix anormalement bas			Loi LME - délais de paiement		
	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T12	66	83	73	67	53	62	61	74	66	55	73	62
4T12	65	71	67	70	61	66	69	63	66	56	69	61
1T13	68	82	74	80	62	73	67	68	67	42	71	54
2T13	64	97	77	71	56	65	62	55	59	30	55	40
3T13	74	82	77	67	45	59	61	57	59	26	46	34
4T13	70	72	71	61	59	60	63	77	68	32	46	38
1T14	72	64	69	72	58	67	66	49	59	27	41	32
2T14	78	72	76	70	56	65	55	58	56	34	49	40
3T14	70	78	73	65	66	65	60	51	56	24	42	31

2- Part des entreprises rencontrant des difficultés pour financer leurs investissements

Les résultats de l'enquête de conjoncture du premier trimestre 2014 menée par la FFB Grand Paris montrent que 49% des entreprises ont réalisé des investissements en 2013, niveau nettement inférieur au niveau observé en 2009 (55%).

La part des entreprises rencontrant des difficultés pour financer leurs investissements s'établit à 14%, en augmentation d'un point par rapport au trimestre précédent. Par taille d'entreprise, on remarque que la part des entreprises éprouvant des difficultés pour financer leurs investissements augmente quelle que soit la taille d'entreprise.

Alors que les banques ont resserré les conditions d'octroi des crédits à l'investissement, la stabilité de cet indicateur semble liée à un arrêt ou une baisse des projets d'investissement des entreprises.

(en %)	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T12	11	8	10
4T12	10	18	13
1T13	17	11	14
2T13	13	8	11
3T13	13	4	9
4T13	14	9	12
1T14	13	13	13
2T14	15	10	13
3T14	16	11	14

3- Besoin et accès des entreprises au financement bancaire

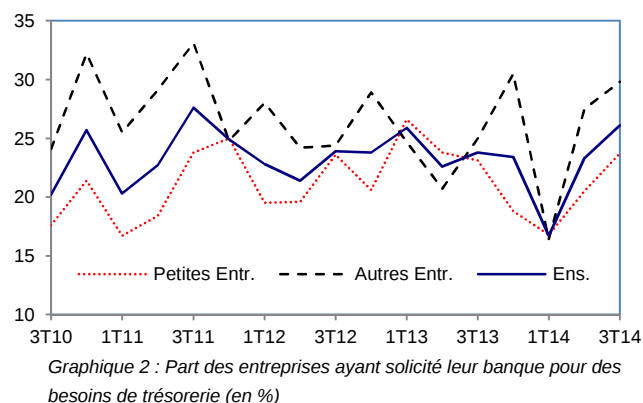
Part des entreprises ayant sollicité un financement bancaire par type de financement

(en %)	Ensemble*			Crédits de trésorerie			Investissement			Rachat de créances		
	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T12	34	41	37	24	24	24	18	20	19	9	13	10
4T12	35	40	37	21	29	24	19	23	21	8	11	9
1T13	42	33	38	27	25	26	19	18	19	6	10	7
2T13	36	32	34	24	21	23	17	22	19	7	7	7
3T13	37	36	36	23	25	24	18	18	18	6	7	7
4T13	32	52	40	19	31	23	17	31	22	6	11	8
1T14	30	46	36	17	16	17	16	32	23	5	18	10
2T14	32	47	38	21	28	23	15	28	20	7	12	9
3T14	33	52	41	24	30	26	16	26	20	5	17	10

* Ensemble : part des entreprises ayant sollicité au moins un type de financement parmi les crédits de trésorerie, les prêts à l'investissement et les rachats de créances

Plus de deux entrepreneurs sur cinq [41% des entreprises (+3 points)] ont sollicité leur banque pour obtenir un financement au troisième trimestre 2014.

Par type de financement, 26% des entreprises ont sollicité un crédit de trésorerie, niveau en hausse de 3 points. Sur un an, cette part progresse de 2 points. Par taille d'entreprise, 24% des "petites entreprises" (+3 points) et 30% des "autres entreprises" (+2 points) ont déclaré avoir sollicité un crédit de trésorerie. Indicateur du moral des chefs d'entreprise, la demande des entreprises en prêts destinés à l'investissement est stable. Par taille d'entreprise, la demande en prêts destinés à l'investissement des "petites entreprises" progresse d'un point alors que celle des "autres entreprises" baisse de 2 points. La demande des "petites entreprises" reste inférieure de 5 points à la moyenne observée depuis 2009. Enfin, 10% des entreprises ont sollicité un rachat de créance, niveau supérieur d'un point à la moyenne observée depuis 2009.



Part des entreprises ayant rencontré des difficultés pour obtenir le financement bancaire sollicité

(en %)	Ensemble*			Crédits de trésorerie			Investissement			Rachat de créances		
	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T12	38	38	38	44	55	49	24	25	25	44	52	47
4T12	40	21	32	47	29	40	26	12	21	65	36	52
1T13	42	15	31	58	13	40	23	34	28	42	47	44
2T13	29	12	22	36	20	30	24	13	20	38	55	43
3T13	31	43	36	37	60	46	24	14	20	66	85	72
4T13	40	30	36	43	40	42	33	22	28	50	51	51
1T14	41	35	39	61	23	46	24	25	24	39	59	47
2T14	38	25	33	44	39	42	21	2	13	47	17	38
3T14	42	32	38	56	40	50	38	14	29	59	42	52

* Ensemble : part des entreprises ayant rencontré des difficultés pour obtenir au moins un type de financement parmi les crédits de trésorerie, les prêts à l'investissement et les rachats de créances.

Brièvement redescendu, le taux de refus des crédits bancaires remonte au troisième trimestre 2014

Parmi les entreprises ayant sollicité leur banque pour obtenir un financement, **38% déclarent avoir rencontré des difficultés pour obtenir le financement demandé**. Le taux de refus progresse de 5 points par rapport au trimestre précédent. Pour le cinquième trimestre consécutif, près ou plus d'une entreprise sur trois déclare avoir rencontré des difficultés pour obtenir le financement demandé. Le niveau très élevé du taux de refus montre que les critères définis par les banques pour sélectionner les dossiers ne correspondent pas à la réalité économique.

Par taille d'entreprise, l'enquête montre que les "petites entreprises" subissent une sélectivité accrue de leur dossier par les banques : 42% des "petites entreprises" ont rencontré des difficultés pour obtenir le financement demandé alors que cette part s'établit à 32% pour les "autres entreprises". Par rapport au trimestre précédent, la situation des entreprises se dégrade quelle que soit leur taille.

L'analyse des résultats **par type de financement** montre que les crédits de trésorerie et les rachats de créances sont les plus compliqués à obtenir (respectivement 50% et 52% des entreprises déclarent avoir subi un refus concernant un de ces financements).

Dans le contexte actuel, la difficulté à obtenir des financements de court terme fait peser un risque important sur la pérennité des entreprises. Elles ne doivent donc pas hésiter à solliciter les dispositifs d'aide existants dès la première alerte.

4- Les difficultés rencontrées auprès des assureurs-crédit

Près d'une entreprise sur trois rencontrent des difficultés avec son assureur-crédit.

8,5% des entreprises ont recours à l'assurance-crédit.

Parmi ces entreprises, celles qui indiquent avoir rencontré des difficultés auprès de leur assureur crédit s'établit à 30%.

Par tailles d'entreprise, 26% des "petites entreprises" rencontrent des difficultés auprès de leur assureur-crédit contre 36% des "autres entreprises".

Les entreprises ayant recours à l'assurance-crédit et rencontrant des difficultés ne doivent pas hésiter à solliciter les dispositifs d'aides existants, notamment le médiateur du crédit aux entreprises, dès la première alerte.

(en %)	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
2T14	34	16	31
3T14	26	36	30

5- Part des entreprises envisageant des licenciements économiques au cours des trois prochains mois

La part des entreprises envisageant des licenciements économiques progresse de 5 points.

La part des entreprises qui envisagent des licenciements économiques progresse de 5 point et s'établit à 11%, niveau le plus élevé observé depuis le quatrième trimestre 2009.

Par taille d'entreprise, la situation se détériore fortement quelle que soit la taille d'entreprise considérée.

En effet, dans les "petites entreprises", la part de celles qui envisagent des licenciements économiques au cours des trois prochains mois progresse de 5 points pour s'établir à 13%, niveau supérieur à la moyenne observée depuis 2009 (11%). Parmi les "autres entreprises", 8% d'entre elles (+5 points) ont déclaré envisager des licenciements économiques au cours des trois prochains mois, niveau supérieur à la moyenne observée depuis 2009 (6%).

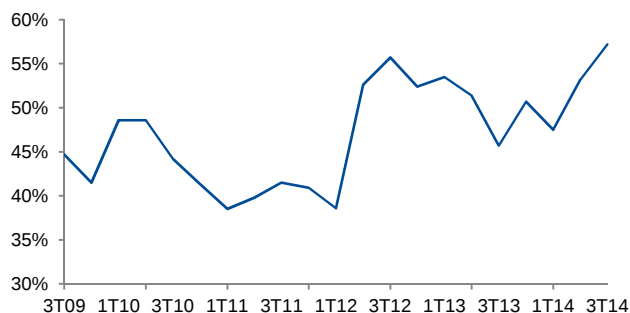
(en %)	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T12	9	11	10
4T12	13	5	10
1T13	14	4	10
2T13	10	3	7
3T13	5	9	7
4T13	13	4	9
1T14	12	4	9
2T14	8	3	6
3T14	13	8	11

Conclusion

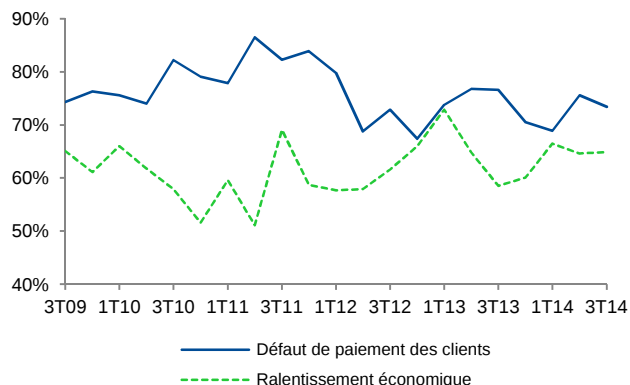
L'enquête spéciale crise et l'enquête de conjoncture menées par la FFB Grand Paris montrent chacune une forte dégradation de l'environnement économique des entreprises. Dégradation de la conjoncture, défauts de paiement, baisse des prix et augmentation des délais de paiement (le différentiel entre les délais de paiement clients et fournisseurs atteint 21 jours contre 17 au premier trimestre 2014) augmentent les besoins en trésorerie. Malheureusement, l'accès des entreprises au crédit bancaire de court terme est extrêmement difficile. Cette situation a d'ores et déjà fait exploser la part des entreprises envisageant le recours au licenciement économique. A terme, elle fait peser un risque important sur la pérennité des entreprises.

Graphiques (Ensemble des entreprises)

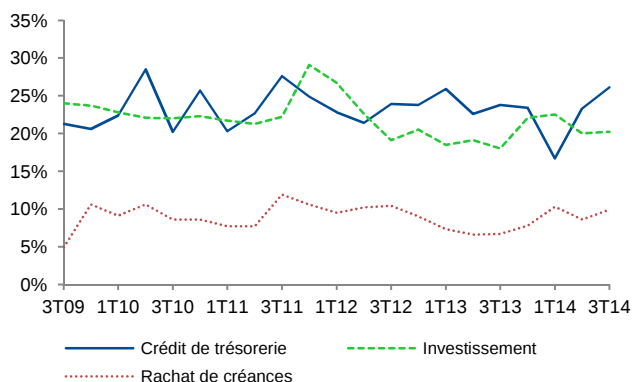
Part des entreprises déclarant rencontrer des difficultés de trésorerie



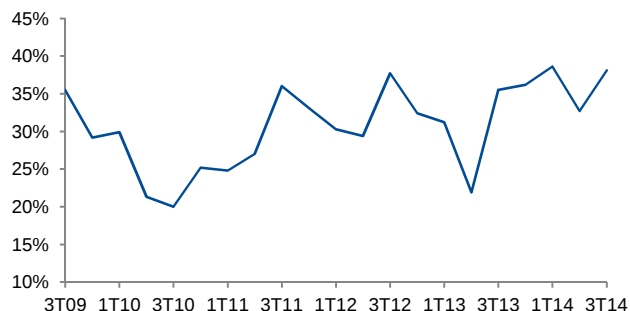
Les raisons expliquant les difficultés de trésorerie



Part des entreprises ayant sollicité un financement auprès de leur banque



Part des entreprises rencontrant des difficultés pour obtenir un financement bancaire



Part des entreprises envisageant des licenciements économiques au cours des 3 prochains mois

